



Education

Chute du nombre
de candidats
aux concours
d'enseignants

PAGE 13

FRANCE

Concours enseignants : inquiétudes autour du manque de candidats

Dans certaines disciplines comme les mathématiques et l'allemand, les admissibles sont déjà moins que le nombre de postes à pourvoir

Un léger vent de panique a soufflé, mardi 10 mai, à l'annonce des premiers résultats d'admissibilité du capes. Les mathématiques, une discipline déficitaire depuis de nombreuses années, ne font pas le plein, et encore moins qu'à l'ordinaire : seuls 816 candidats sont admissibles, sur 1035 postes ouverts. Il manque donc d'emblée plus de 200 candidats, soit le double du nombre de postes non pourvus en 2021. Et ce avant même les résultats des oraux, où quelques-uns seront forcément recalés. En allemand également, les chiffres inquiètent : seuls 83 candidats sont admissibles pour 215 postes ouverts (contre 177 admissibles en 2021).

La veille, le SNUipp-FSU, syndicat majoritaire des professeurs des écoles, tirait la sonnette d'alarme sur les admissibles au concours du premier degré : eux aussi sont moins nombreux qu'à l'ordinaire, à des niveaux inquiétants dans plusieurs régions. Ce concours, organisé au niveau académique, a toujours présenté de fortes disparités, avec une difficulté de recrutement marquée en Ile-de-France. Mais dans des zones a priori moins boudées des futurs enseignants, comme l'académie de Montpellier, le taux d'admissibilité est tombé à 1,5 candidat pour un poste. Il n'est que de 1,2 à Dijon.

L'éducation nationale a tenu à répondre immédiatement aux inquiétudes. « Cette baisse était prévisible et a donc été anticipée », a insisté Edouard Geffray, le directeur général de l'enseignement scolaire (Dgesco) lors d'un point presse mercredi 11 mai. Pour expliquer ces chiffres en berne, l'institution met en avant la ré-

forme du concours, entrée en vigueur pour la session 2022 : auparavant, les étudiants du master enseignement, qui fournissent une part importante des candidats dans le premier degré comme aux épreuves du capes, pouvaient se présenter aux épreuves à la fin du master 1. Le concours ayant été décalé cette année à la fin du master 2, une partie des candidats a en fait déjà tenté sa chance l'année dernière – et certains ont été admis.

« On savait qu'il y aurait moins de candidats », décrypte Alain Frugière, directeur de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé) de Paris et président du réseau des Inspé. Les étudiants qui tentent le concours cette année sont à la fois moins nombreux et plus fragiles sur le plan académique, puisque les meilleurs ont déjà été reçus lors de leur premier essai. »

Aurait-il fallu, comme lors de la dernière réforme entrée en vigueur en 2013, organiser deux sessions de concours la même année ? Les syndicats assurent l'avoir demandé, en vain. « En pratique, ça aurait été très compliqué », nuance Alain Frugière. Ce n'est plus le même concours, puisqu'il a été repoussé d'un an. Malgré ces difficultés, les élèves auront tous « un professeur devant eux » à la rentrée de septembre, assure le ministère, dans le premier degré comme dans les collèges et les lycées.

Mesures d'urgence

Alors que l'ajout d'une heure trente de mathématiques dans le tronc commun en 1^{re} est prévu pour septembre afin de répondre aux critiques sur l'absence de cette matière pour nombre d'élèves à la suite de la réforme du ly-

cée, le chiffre des admissibles au capes de cette discipline inquiète particulièrement. La mesure représente 350 équivalents temps plein, rappelle M. Geffray, avant d'ajouter que « les recrutements d'enseignants sont calculés sur plusieurs années, pour éviter justement d'avoir des mouvements d'effectifs trop importants d'une rentrée à l'autre ». Il précise que le reste des cours de mathématiques de tronc commun sera assuré en heures supplémentaires.

Pour les syndicats, le compte n'y est pas. « Dans certaines académies, on risque de se retrouver en difficulté pour la rentrée », assure Guislaine David, du SNUipp-FSU. Les correcteurs nous ont parfois alertés sur le niveau des candidats, en affirmant qu'ils avaient dû baisser la barre d'admissibilité de plusieurs points. » Sur la question du « niveau limite » pour être reçu, l'institution assure qu'elle ne fera aucune concession.

Le SNES-FSU, majoritaire dans le second degré, a publié mercredi une liste de mesures d'urgence : instaurer pour chaque discipline une liste complémentaire, où les admissibles peuvent être rappelés en cas de pénurie, reporter les postes non pourvus l'année suivante, créer un second concours exceptionnel pour 2022. Le syndicat réclame aussi la généralisation du prérecrutement, un dispositif qui permet de rémunérer des étudiants qui aspirent à devenir enseignants. Sans compter les revalorisations salariales.

Car les taux d'admissibles s'incrivent enfin dans un contexte de désaffection toujours plus grande du métier d'enseignant. Le nombre d'inscrits aux concours du second degré a





fondue de plus de 30 % en quinze ans. L'institution elle-même avoue ne pas s'inquiéter outre mesure, cette année, pour des disciplines qui « *ne font jamais le plein* », comme les mathématiques, l'allemand ou les lettres classiques.

Mais s'attaque-t-elle au problème de fond ? « *De nombreuses choses ont été faites pour améliorer l'attractivité du métier, briques après briques* », rappelle Edouard Geffray, faisant allusion au chantier de la revalorisation des salaires engagé en 2021. De manière plus concrète, les concours de l'enseignement souffriraient d'un « *problème de lisibilité* », plaide Alain Frugière à l'Inspé de Paris. « *Le recrutement et la formation des enseignants sont en réforme permanente depuis quinze ans* », ajoute-t-il. ■

VIOLAINE MORIN

« Les correcteurs nous ont parfois alertés sur le niveau des candidats »

GUISLAINE DAVID
porte-parole du SNUipp-FSU

